



Déclarations et Discours

N° 83/19

LES PLUIES ACIDES, QUESTION D'IMPORTANCE CAPITALE

Allocution prononcée par M. Allan Gotlieb, ambassadeur du Canada aux États-Unis, à la session conjointe des chambres du parlement du Minnesota, le 3 mai 1983.

Se fondant sur de nouvelles techniques de recherche paléo-écologique, les archéologues ont récemment formulé de nouvelles idées sur l'un des centres de la civilisation maya. Cette communauté extraordinaire est née sur le sol guatémaltèque, à peu près à l'époque de la Grèce d'Homère. Dans les dix-sept siècles qui ont suivi, elle s'est développée à un rythme tel que sa population a pour ainsi dire doublé tous les quatre siècles. Puis, il y a environ mille ans, alors qu'elle était parvenue à son apogée, sur les plans culturel, architectural et agricole, cette civilisation s'est soudainement évanouie. De nouvelles preuves nous portent à croire que les Mayas ont exercé tellement de pressions sur leur écosystème qu'ils se sont eux-mêmes privés de leur capital-ressources.

Les principales causes de cette tragédie semblent avoir été le déboisement, l'érosion et l'appauvrissement de la couche superficielle du sol. La terre ne pouvait plus subvenir aux besoins de ses habitants.

De même, l'Afrique du Nord, maintenant largement désertique, était le grenier de l'Empire romain.

Qu'est-ce que tout cela a à voir avec le fait que l'ambassadeur du Canada aux États-Unis visite l'État du Minnesota en 1983 et ait le plaisir et le grand honneur de s'adresser à une session conjointe du parlement de l'État?

Je ne voudrais pas laisser l'impression que nous sommes les Mayas des temps modernes. Je désapprouve ceux qui nous prédisent une catastrophe imminente. Nous avons certes appris quelque chose de l'Histoire — du moins de la nôtre, si ce n'est de celle des Mayas. Nous sommes plus éclairés, bien que nous n'agissions pas toujours de façon très éclairée. Comme l'a déjà déclaré un distingué membre de votre Législature fédérale, la pollution ressemble à ce que l'on appelle, par euphémisme, un désordre social — généralement attribuable au fait que des êtres humains s'adonnent à certaines activités avec un réel plaisir, sans en mesurer toutes les conséquences.

En mentionnant les Mayas, je voulais mettre en contexte une position fondamentalement optimiste. Je pense, en effet, que les populations du Canada et du Minnesota partagent sensiblement les mêmes vues sur nos relations avec le milieu naturel.

Nous vivons près de la terre et comprenons son importance, non seulement du point de vue environnemental, mais également du point de vue socio-économique. Vivant sur cette terre septentrionale à minces couches arables, à forêts de génération lente et à écosystèmes aquatiques fragiles, nous savons pertinemment que notre bien-être économique dépend ultimement de la salubrité et de la fertilité de la biosphère. Nous savons pertinemment que nos façons d'agir doivent généralement dépasser de beaucoup la simple analyse des coûts-avantages si nous tenons, à la fois, à exploiter et protéger notre

capital de ressources naturelles. Il faut en effet agir en sorte que la terre continue à nous livrer les produits nécessaires à notre mode de vie, que ce soit du point de vue économique — de la nutrition en particulier — ou esthétique.

Nous avons appris beaucoup de choses depuis que la civilisation maya s'est écroulée. Nous savons comment faire pour éviter les mêmes erreurs. Les approches économiques traditionnelles ne suffisent tout simplement pas lorsqu'il s'agit d'assurer que notre capital-ressources ne se raréfie pas à force de surutilisation et de mésutilisation.

Nous sommes très fortunés d'habiter cette partie du monde. Nous avons toujours nos forêts alors que, dans l'ensemble du monde, le volume de bois coupé, par personne, est en baisse depuis 1964 et que certaines des grandes forêts de la planète, surtout sous les Tropiques, seront pour ainsi dire détruites d'ici la fin du siècle si leur taux d'exploitation actuel n'est pas modifié. Nous avons encore des lacs et cours d'eau riches en poissons non contaminés alors que la surpêche et la mauvaise conservation, à l'échelle du monde, ont fait que les prises de poissons par habitant diminuent depuis 1970. Enfin, nous avons toujours des terres fertiles qui produisent beaucoup plus d'aliments que nous ne pouvons en consommer alors que la quantité de viande de boeuf et de grains disponible par habitant sur le plan mondial est en baisse depuis plusieurs années.

Ces données ne reflètent que partiellement une tendance qui a de quoi faire réfléchir. Une guerre régionale fait qu'un puits endommagé déverse du pétrole dans le golfe Persique; dans certaines parties de la Méditerranée, les fruits de mer ne devraient être consommés que rarement parce que leur chair contient des produits chimiques fabriqués par l'homme; et certaines forêts d'Europe centrale ont cessé de croître à cause des effets de la pollution atmosphérique sur les sols. Ce n'est pas seulement la surutilisation qui menace les éléments de la biosphère dont dépend ultimement notre existence: une partie de cette biosphère est empoisonnée par la pollution attribuable à l'homme. Voilà un problème que n'avaient pas les Mayas, puisqu'ils ne connaissaient pas le byphénol polychloré (PCB).

Je m'en voudrais de faire des prédictions apocalyptiques sur la disparition imminente de notre civilisation; tout au contraire, je vous dis ceci pour illustrer ma conviction que les Nord-américains ont à coup sûr appris à vivre en harmonie avec leur environnement naturel. À l'envers de ce que disait Churchill, je dirais que le Canada et les États-Unis se sont pas divisés par un environnement commun.

Nos deux pays ont donné l'exemple sur le plan mondial dans la lutte contre certains de ces problèmes. Nous l'avons fait en appuyant les efforts déployés par les Nations unies et d'autres organismes multilatéraux. Mais nous l'avons surtout fait en élaborant et en appliquant chez nous des politiques de gestion de l'environnement et des ressources témoignant du sens de nos responsabilités. Nous avons restreint l'utilisation des produits chimiques qui pouvaient nuire à l'environnement. Dans le cas du DDT, nous l'avons peut-être fait, avant tout, pour des raisons de santé humaine mais protéger celle-ci revient à protéger aussi l'environnement. Il en va de même avec la réduction de la pollution atmosphérique dans nos zones urbaines: faisant en sorte que nos populations puissent respirer sans crainte, nous avons réduit les effets de la pollution sur les cultures avoisinantes. Le contrôle des déversements d'égoûts dans nos lacs et nos cours d'eau destiné à donner à nos populations de l'eau potable a également fait de nos eaux un milieu plus propice au poisson.

Nous prenons actuellement des mesures pour commencer à régler certains problèmes : érosion du sol, destruction des terres agricoles de première qualité, exploitation excessive des forêts, surpêche et surchasse. À bien des égards, nous avons montré qu'en tant que sociétés, nous étions devenus conscients de la nécessité de ne plus se comporter comme des pionniers en mal de défricher une terre sauvage, et d'agir, avec discernement, comme les gardiens d'un patrimoine, le plus important de tous, que nous léguerons à nos descendants : celui que constituent les ressources naturelles. Nous savons que nous ne pouvons pas miner indéfiniment la base de notre civilisation, comme l'ont fait les Mayas. Nous devons maintenir la capacité de rendement soutenu de notre capital-ressources, sans la dépasser. Nous devons cesser de nous adonner à l'équivalent biologique du financement par le déficit.

La frontière canado-américaine a été un creuset qui a permis d'éprouver la coopération internationale en vue d'une gestion rationnelle et équitable de maigres ressources naturelles. Il est juste de dire qu'il n'y a pas meilleur exemple de deux nations ayant exploité judicieusement leurs ressources communes. Nous le devons, en partie, à l'esprit de clairvoyance de ceux qui, en 1909, ont achevé la préparation de l'historique Traité sur les eaux limitrophes. Nous le devons à cette entité binationale unique qu'est la Commission mixte internationale, laquelle a étudié de nombreux problèmes environnementaux bilatéraux et proposé des solutions efficaces et éclairées. Nous le devons à cette éthique écologique qui s'est de plus en plus développée dans chacune de nos populations. Mais nous le devons peut-être, plus que tout, à l'esprit de bon voisinage qui se dégage si manifestement ici, au Minnesota.

Il serait erroné de considérer ces questions comme de simples problèmes de protection environnementale ou comme des différends entre « écologistes » et « promoteurs ». L'histoire des questions environnementales canado-américaines est instructive à cet égard. Dans presque chaque cas, la réaction de l'une des parties à une menace de pollution perçue par l'autre s'est largement fondée sur des considérations sociales et économiques. En d'autres termes, nos deux populations ont toujours prouvé que leur préoccupation pour le maintien des valeurs environnementales s'enracine, à certains égards, dans la crainte que la dégradation environnementale transfrontière n'appauvrisse leur mode de vie et n'endommage la base de leur économie. C'est pourquoi les gens du Montana sont fermement d'avis que toute activité d'extraction du charbon dans le sud-est de la Colombie-Britannique doit être menée de façon à ne nuire aucunement à la qualité des eaux de la rivière Flathead ; ils veulent ainsi préserver la pêche qui y est excellente et représente un élément important de l'économie locale, ainsi que leur mode de vie. C'est pourquoi les gens de ma province natale du Manitoba sont fermement d'avis que la réalisation de tout projet de dérivation concernant Garrison, au Dakota du Nord, doit être menée de façon à ne pas nuire à la qualité des cours d'eaux manitobains, fondement de leur agriculture, de leur industrie et de leur pêche sportive et commerciale. C'est pourquoi les Canadiens, tout comme les Américains, ont appuyé leur gouvernement dans cet énorme changement d'attitude qui a mené au « nettoyage » des Grands Lacs.

Même la désignation d'aires naturelles a souvent une importante incidence socio-économique. L'un des meilleurs exemples de coopération bilatérale en la matière nous est donné par les deux joyaux que sont le parc Quetico, en Ontario, et la Boundary Waters Canoe Area, au Minnesota. L'étroite collaboration qui existe entre les gestionnaires de ces terres mérite d'être louée. Mais, là encore, nous savons que la désignation et la protection diligentes de ces aires naturelles sont beaucoup plus que l'expression d'une philosophie conservacionniste. Nous savons que le caractère virginal de ces magnifiques terres offre des

possibilités récréatives uniques et grandement appréciées par tous ceux qui ont la bonne fortune de les avoir à proximité. De plus, ces aires attirent le tourisme vers une région qui voit ainsi son économie fortement stimulée. Ce fut sûrement là le facteur déterminant de vos préoccupations devant les plans d'aménagement d'une centrale hydro-électrique à Atikokan, en Ontario.

Mais qu'arriverait-il à cette terre et à l'économie locale si les arbres cessaient de croître et si leurs semences cessaient de germer, comme cela se produit actuellement en Europe centrale? Qu'arriverait-il si une faune aquatique riche et diversifiée périssait et si les lacs et cours d'eau devenaient une sorte de désert humide, comme cela se produit actuellement dans le centre de l'Ontario? Ce serait non seulement une tragédie du point de vue de l'environnement et de l'éthique, mais également une calamité économique. Eh bien, ce que l'on trouve au cœur des préoccupations que partagent les populations du Canada et du Minnesota à propos de la question des pluies acides, c'est à la fois, cette affection qu'ils vouent à la terre et cette conscience de la nécessité de la protéger pour qu'elle subvienne à nos besoins.

L'intensification du débat politique entourant la question des pluies acides a nettement fait ressortir un thème majeur : en savons-nous assez pour agir dès maintenant? On a souvent, et avec éloquence, avancé que le contrôle des émissions responsables des pluies acides reviendrait très cher, et qu'éventuellement, selon la méthode employée, il pourrait amener la suppression d'emplois et hausser les prix à la consommation. On en vient alors, explicitement ou implicitement, à la conclusion qu'il serait imprudent et irresponsable de réduire la pollution tant que la science ne nous aura pas donné un quelconque degré de certitude.

Si notre seule préoccupation était le bilan écologique de ce mois-ci ou de cette année-ci, et si notre seul point de repère était l'analyse des coûts-avantages économiques, il s'imposerait de laisser les choses au point où elles en sont dans ce domaine. Mais, selon les mêmes arguments, nous n'aurions dû rien faire concernant le DDT ou l'érosion des sols ou le reboisement. Nous devrions alors déréglementer la pêche et la chasse et ne pas nous inquiéter du gibier qu'il y aura l'an prochain. Certes, les forces du marché tendent à exiger et à renforcer les décisions portant sur un proche avenir. Mais notre sens de l'Histoire et nos valeurs sociales exigent une vue à long terme. La façon dont nous équilibrons ces exigences parfois incompatibles déterminera la façon dont nous réagissons au problème des pluies acides.

Pourtant, la question de l'incertitude scientifique est un argument valable. Quelle que soit la menace perçue, il faudrait être en mesure de s'appuyer sur certaines données scientifiques valables avant de prendre des mesures d'importance, des mesures onéreuses. Sommes-nous sûrs d'être sur la bonne voie? Se pourrait-il que nos recherches sur les pluies acides soient comparables à celles des astronomes du Moyen Âge qui, s'inspirant des croyances de Ptolémée, croyaient que la terre était plate? Attendons-nous toujours le Copernic des pluies acides?

Voilà qui semble peu probable. Premièrement, faisons le point sur ce que nous savons déjà. La petite communauté internationale des spécialistes des pluies acides nous affirme depuis de nombreuses années que nous avons là un problème pouvant prendre des proportions très graves. Ce groupe est remarquable

non seulement par sa perspicacité et la rapidité avec laquelle il nous a mieux fait comprendre le phénomène mais par le large consensus qui le lie sur divers points capitaux, à savoir :

- que les pluies acides sont réelles ;
- qu'elles sont essentiellement le fait de l'homme ;
- qu'elles sont surtout associées aux grandes régions industrielles ;
- qu'elles résultent de la transformation, dans l'atmosphère, des oxydes de soufre et d'azote en acides forts ;
- que ces acides sont ensuite déposés, parfois à des centaines, et même, à des milliers de milles de distance ;
- que de nombreuses régions du globe ne s'acidifient pas naturellement mais s'avèrent sensibles au phénomène d'acidification provoquée par l'homme ;
- que cette acidification est un phénomène réel ;
- qu'elle a entraîné la diminution ou la destruction des populations de poissons et d'autres animaux dans le nombreux lacs et cours d'eau sensibles aux dépôts d'acides ;
- qu'un nombre encore bien plus grand de ces cours d'eau sont en danger (dont 2000 dans votre État) ;
- qu'il existe des preuves de plus en plus solides selon lesquelles les forêts de ces régions sont également menacées ;
- que les pluies acides, souvent combinées à d'autres polluants, causent de grands dommages aux structures érigées par l'homme, qu'elles occasionnent, notamment, la corrosion graduelle de certains édifices et monuments historiques d'une valeur inestimable ;
- que les oxydants photochimiques, autre forme de pollution à longue distance, nuisent à de nombreuses cultures et en réduisent le rendement ;
- que les concentrations de métaux lourds de l'Arctique commencent à rendre certaines eaux impropres à la consommation humaine.

Quelles autres explications peut-on nous donner du phénomène ? Nous avons entendu dire que les pluies acides pourraient être une sorte de phénomène naturel qui se produirait tous les deux cents ans ou plus. L'allégation est, hélas, sans aucun fondement scientifique. De fait, les données géologiques révèlent tout à fait le contraire. On nous a dit que les sources d'acidité naturelle pourraient

être plus importantes que ce que nous pensons, et que ces sources peuvent être les volcans, les marais, l'écume de mer et les éclairs. On nous a aussi parlé de « super-cuvettes » qui se formeraient dans le ciel et dans lesquelles les polluants s'amalgameraient de façon pour ainsi dire magique de sorte que, nécessairement, les retombées ne seraient pas directement fonction des quantités de polluants provenant de la terre. Voilà une autre hypothèse fort belle, mais tout à fait dénuée de fondement scientifique.

Je dirais que la science des pluies acides est aussi convaincante que terrifiante. Non seulement définit-elle les risques et établit-elle les causes, mais encore nous dit-elle ce qu'il faut faire. Des études menées en Europe et en Amérique du Nord ont prouvé que le soufre était le principal responsable de toutes les complications. Dès que la quantité de soufre qui tombe sur un écosystème sensible aux acides dépasse les 18 livres par acre par année, il faut s'attendre à des dommages tôt ou tard. En deçà de ce seuil, presque toutes les régions — sauf les plus sensibles — pourront s'en sortir sans mal. Il nous faut donc nettement ramener à ce niveau critique les émissions de soufre dans les régions sensibles. Il nous faut par conséquent réduire de quelque 50 p. cent les émissions de dioxyde de soufre dans l'est de l'Amérique du Nord. Nous voyons donc que la proposition faite par le Canada aux États-Unis de réduire conjointement de 50 p. cent les émissions de dioxyde de soufre n'était pas un chiffre fantaisiste tiré d'un chapeau de magicien. Elle se voulait plutôt une simple interpolation des données scientifiques. Nous restons disposés à collaborer avec vous pour obtenir une telle réduction.

Mais nous sommes aussi sensibles aux incidences qu'une telle mesure aurait dans chacun de nos pays du point de vue des emplois et des coûts. Nous voulons certes que les stratégies de réduction des émissions soient conçues de façon à minimiser les coûts socio-économiques à court terme, mais nous tenons à ce que le travail commence le plus tôt possible. Même si nous devions réussir à négocier un accord bilatéral dès demain, il faudrait encore de nombreuses années avant que les problèmes touchant la réglementation à adopter, ainsi que les problèmes législatifs et pratiques, soient réglés et que des réductions des émissions soient effectivement obtenues. Entre temps, d'autres lacs mourraient, d'autres forêts seraient endommagées, et les coûts économiques à long terme de la dégradation constante de l'environnement se multiplieraient.

Je devrais peut-être être plus précis et donner une certaine idée des ressources qui se trouvent menacées au Canada, ainsi que des coûts de la réduction des émissions à des niveaux non dommageables. L'activité économique brute générée par la pêche sportive a dépassé 1,1 milliard de dollars dans l'est du Canada en 1981. Les recettes touristiques globales ont représenté 10,4 milliards, une importante partie de ce revenu étant attribuable à la perception que se fait le grand public d'un environnement propre, sain et agréable (Il en va de même pour le tourisme au Minnesota.) Les expéditions de produits forestiers de l'est du Canada ont représenté 14,6 milliards de dollars en 1981. Prises ensemble, ces recettes ont représenté environ 8 p. cent du produit national brut. Un Canadien sur dix doit directement ou indirectement son emploi au secteur des produits forestiers, ce qui fait de celui-ci un secteur proportionnellement beaucoup plus important que, par exemple, celui de l'industrie automobile de l'un ou l'autre de nos pays. Personne n'a encore commencé à chiffrer le déclin inévitable des valeurs foncières et les pertes de populations stables, surtout dans les importantes zones touristiques, qui accompagneraient la destruction de la pêche locale ; pourtant, il est certain qu'il y aurait un déclin. C'est cet énorme risque économique à long terme et les dislocations sociales qui en découlent qui font de la question des pluies acides une question d'importance aussi cruciale pour les Canadiens que pour les habitants du Minnesota.

Et qu'est-ce qu'il en coûterait de réduire de 50 p. cent les émissions au Canada ? Cela dépendrait naturellement, jusqu'à un certain point, du scénario retenu. Mais, selon nos estimations les plus sûres portant sur une réduction de 50 p. cent des émissions de dioxyde sulfurique dans l'est du Canada, un investissement initial d'un peu plus de 3 milliards de dollars s'imposerait, ce qui entraînerait des coûts d'exploitation et d'amortissement d'environ 1 milliard de dollars par année, soit de quelque 41 \$ par habitant. Par comparaison, l'Office d'évaluation technologique du Congrès a calculé qu'une réduction de 50 p. cent dans l'est des États-Unis coûterait de 2,25 à 4,75 milliards de dollars par année, soit de 9 à 20 \$ par habitant. Étant donné que ces coûts seraient répartis sur un certain nombre d'années, je ne peux voir comment nous pourrions ne pas conclure qu'ils sont non seulement nécessaires, mais tout à fait raisonnables. La solution de rechange serait de jouer à la roulette russe sur le plan économique en ce qui concerne l'avenir des lacs, des cours d'eau et des forêts sensibles à l'acidification.

Je sais que le Minnesota a été l'un des premiers États à réclamer des recherches et des mesures touchant les pluies acides. Je voudrais ici souligner cet important rôle de pionnier. Je sais que certaines des premières recherches sur les pluies acides ont été faites dans votre État par le Laboratoire de l'EPA, à Duluth, et que d'importantes activités de collecte et d'interprétation des données sont actuellement menées par l'Agence de lutte contre la pollution du Minnesota. Le rapport qui vient d'être publié nous donne à réfléchir. Je sais que vous avez proposé une législation d'État visant la seule chose qui compte, à savoir la réduction des émissions de polluants qui causent les pluies acides. Je sais que la collaboration du Minnesota et de l'Ontario dans ce domaine prend actuellement de l'envergure. Cette coordination des activités de recherche et cet échange d'informations sont très importants dans un domaine en pleine évolution ; il faut les encourager.

Au Canada, nous avons nous aussi pris certaines mesures en pionniers. Je sais que la chose vous intéresse, parce que peut-être le cinquième des pluies acides du Minnesota provient de mon pays. Nous avons modifié notre Loi sur la lutte contre la pollution atmosphérique pour donner incontestablement au gouvernement fédéral le pouvoir de contrôler la pollution transfrontière. Ainsi, la raffinerie de l'Inco a reçu l'ordre de réduire ses émissions à 1 950 tonnes par jour, et l'Ontario Hydro prévoit que ses émissions de SO₂/NO_x auront été réduites de 43 p. cent d'ici 1990. Nous travaillons actuellement à un plan de réduction unilatérale de 25 p. cent des émissions de dioxyde de soufre dans l'est du Canada et restons fidèles à notre engagement de doubler ce pourcentage lorsque les États-Unis se montreront disposés à agir de concert avec nous. Nous espérons que la chose se produira bientôt.

Il ne faut certes pas voir dans le débat sur les pluies acides un événement isolé ou une anomalie. Ce débat s'inscrit plutôt dans un processus d'évolution sociale permanente qui nous pousse graduellement à abandonner les vieilles habitudes rassurantes et nous incite à faire des efforts tâtonnants pour survivre dans un nouveau contexte. Il va de pair avec le sens de la responsabilité que nous avons acquis dans le domaine environnemental, responsabilité qu'acceptent et appuient les populations de nos deux pays.

Enfin, il éprouve notre sens de l'équité. Il n'y a pas d'équité lorsque certains coûts de production ne sont pas internalisés et que, négligemment, on laisse à d'autres le soin de les assumer ; il y a alors distorsion des forces du marché. Je suis convaincu que ce n'est pas la façon dont nous voulons agir l'un envers l'autre.

Pour ces raisons, je suis persuadé que nous réglerons la question des pluies acides sur ce continent. Et je sais que l'État du Minnesota est fort bien placé pour exiger telle initiative.